ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 3510

Texte de la question

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Philippe Gosselin, pour le groupe Les Républicains.

M. Philippe Gosselin. Monsieur le Premier ministre, le feuilleton de la déchéance de nationalité continue. Le président Urvoas est envoyé en mission d'urgence pour tenter de recoller les morceaux dans la majorité.

M. Bernard Roman. Il est président de la commission des lois !

M. Philippe Gosselin. On ne sait où plus on en est. Déchéance de nationalité ? Déchéance de citoyenneté ? Indignité nationale ? La garde des sceaux est remplacée par le Premier ministre lui-même pour défendre le texte au Parlement. Que d'atermoiements ! Que de yo-yo !

Les Français attendent, eux, de se sentir en sécurité. Personne, vraiment personne, n'a contraint le Président de la République à s'exprimer comme il l'a fait à Versailles. N'a-t-il donc aucune autorité ?

Et surtout, beaucoup d'autres sujets en attente ne sont pas pris en compte. Les agriculteurs français lancent un appel au secours. Crise du porc. Crise du lait. Crise de l'élevage. Crise légumière, désormais. Crise pour tous, si j'ose dire.

La crise fait des ravages dans nos campagnes. Nos paysans n'en peuvent plus. Que fait-on pour eux ?

Les PME, les artisans, les commerçants, tous ont de lourdes charges. Les normes les ralentissent. Le RSI ne les comprend pas toujours. Les marchés sont atones. Que fait-on pour eux ?

M. Pascal Popelin. Quelle démagogie !

M. Philippe Gosselin. Les salariés sont inquiets pour leurs entreprises, pour leur emploi. Que fait-on pour eux ? Vingt-quatre pays sur vingt-huit en Europe ont commencé à inverser la courbe du chômage. Quatre n'ont toujours pas réussi, dont la France ! Et que proposez-vous ?

Un plan d'1 milliard d'euros, sans doute pour retirer 500 000 chômeurs des statistiques. Ce n'est franchement pas à la hauteur.

M. Jean-Luc Laurent. Voilà le discours d'un candidat aux primaires des Républicains !

M. Philippe Gosselin. Même la ministre de l'emploi se prend les pieds dans le tapis de la courbe du chômage

et se contredit à deux ou trois jours d'intervalle.

Alors, monsieur le Premier ministre, au lieu de colmater les brèches dans la majorité sur la révision de la Constitution,…

M. Marc Le Fur. En effet !

M. Philippe Gosselin. …quand allez-vous mettre toutes vos forces, au-delà de ce que vous faites aujourd'hui, dans la bataille de l'économie, de l'emploi et du pouvoir d'achat, pour être vraiment au service de la France et des Français ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, *Premier ministre.* Oui, monsieur le président, c'est le cas cette semaine, je réponds à la dernière question, qui, sans avoir l'outrance de celle d'hier, mélange – vous avez votre propre cohérence, que je respecte, monsieur le député – toute une série de sujets.

M. Christian Jacob. Les ministres sont interdits de parole !

M. Manuel Valls, *Premier ministre.* Ne vous inquiétez pas, monsieur Jacob : chacun peut parler.

M. Christian Jacob. On ne les entend pas beaucoup !

M. Manuel Valls, *Premier ministre.* Il est vrai que celui qu'on entend surtout, c'est vous, mais rarement sur le fond, et jamais pour formuler des propositions. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Je répondrai à la première partie de votre question, monsieur Gosselin, où, je pense, vous avez voulu ramener le débat à l'essentiel : la situation de notre pays, confronté d'abord à une menace terroriste sans précédent.

M. Guy Geoffroy. Et à un chômage également sans précédent !

M. Manuel Valls, *Premier ministre.* Je pense bien sûr aux attaques de janvier et de novembre. Pour ma part – et chacun d'entre nous ressent la même chose –, je veux d'abord me souvenir des victimes, des centaines de blessés et des milliers de personnes qui leur sont proches. Le pays est encore sous le coup, sous le choc, sous la sidération de ces événements.

Le 16 novembre, trois jours après l'attaque terrible du 13 novembre, le Président de la République a voulu faire en sorte que la nation se rassemble, à travers la réunion du Parlement en congrès à Versailles.

Personne ne doit oublier ni son discours ni son engagement, qui s'est traduit par des moyens supplémentaires, comme cela avait été le cas en février, pour nos forces de sécurité – armée, police et gendarmerie – et pour la justice.

À travers la réforme constitutionnelle, il a voulu asseoir dans notre droit fondamental l'état d'urgence et faire en sorte que nous cherchions l'unité et le rassemblement, non seulement des responsables politiques,…

M. Guy Geoffroy. Dans la majorité, c'est raté !

M. Manuel Valls, *Premier ministre.* …mais des Français, dans un moment où tout pouvait basculer.

Ma tâche, notre tâche et celle de tous ceux qui exercent la belle responsabilité du gouvernement de la France,

c'est de faire en sorte que cette union, ce rassemblement sur ce sujet majeur soient en permanence assurés.

Le poids de cette responsabilité est sur les épaules non seulement du Gouvernement mais de chaque parlementaire. Il y a tout juste un an, dans cette enceinte, nous avons décrit ce qui se passe dans nos quartiers : le racisme, le rejet de l'autre et un mal profond qui dit tout le reste : l'antisémitisme. Hier, le ministre de l'intérieur a répondu à une question d'un parlementaire sur l'agression insoutenable qui s'est produite à Marseille.

L'antisémitisme qui monte vient malheureusement de très loin. C'est celui de l'extrême droite, qu'on retrouve sur les réseaux sociaux, celui de Dieudonné et de Soral, celui d'une partie, malheureusement, de l'extrême gauche, qui, sur ces questions, s'est égarée.

Voilà qui nous oblige, monsieur le député, à être, comme vous le dites, à la hauteur de la situation. C'est vrai, bien sûr, dans tous les domaines, et d'abord en matière de sécurité. C'est vrai dans la manière de lutter contre le racisme et l'antisémitisme, et dans la volonté de rassembler les Français. C'est vrai aussi sur tous les autres sujets. La responsabilité du Gouvernement est d'agir ; la vôtre est de proposer ou de critiquer, et d'agir.

Mais l'important est de faire en sorte – et je ne doute pas de votre réaction, dans quelques secondes, ni de celle du président de votre groupe –, c'est de le faire dans un esprit de responsabilité.

M. Christian Jacob. Ah oui !

M. Manuel Valls, *Premier ministre.* Vous voyez : vous êtes tombé dans le panneau. *(Rires et applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

C'est en nous écoutant, en essayant d'avancer, que nous ferons en sorte que les Français qui nous regardent se disent que leurs responsables politiques sont à la hauteur.

M. Yves Nicolin. Vous prétendez rassembler, mais vous faites l'inverse !

M. Manuel Valls, *Premier ministre.* Je me dis très modestement, et je suis sûr que vous partagez ce constat, que ceux qui regardent les questions au Gouvernement se disent parfois que les uns et les autres ne sont pas à la hauteur de la responsabilité attendue par les Français.

Sur tous les sujets que vous avez évoqués, le Gouvernement a la responsabilité d'agir pour obtenir des résultats, parce que c'est ce que les Français nous demandent. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Données clés

Auteur : M. Philippe Gosselin
Circonscription : Manche (1re circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3510
Rubrique : État
Ministère interrogé : Premier ministre
Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 14 janvier 2016
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 14 janvier 2016